



Association québécoise
des retraité(e)s des secteurs
public et parapublic

Jusqu'où ira le devoir de résistance?

Le deuxième Rendez-vous national sur l'avenir du système public de santé et de services sociaux a donné lieu à des propos surprenants. Lorsque la notion de « devoir de résistance » est évoquée aussi clairement par les acteurs du réseau, rarement les gestes qui s'en suivent sont sans conséquence pour les citoyens.

Dans le bilan qu'elle a fait de la dernière année parlementaire au Québec, l'AQRP a souligné ses craintes concernant la réforme Barrette, notamment en raison du climat de confrontation auquel on assiste avec les acteurs du réseau. Le ministre détient actuellement un grand pouvoir de persuasion et de contrainte compte tenu de la position majoritaire de son gouvernement. Cette position stratégique favorise toutefois les débordements de confiance, l'arrogance et parfois même un jusqu'au-boutisme qui exacerbe ce climat de confrontation. Les employés, professionnels et médecins du réseau, à juste titre inquiets, entendent se battre jusqu'au bout pour défendre leur compréhension de la réforme. Mais, dans le feu de l'action, le citoyen ordinaire ne sait plus qui a raison et qui a tort. C'est alors la grande confusion.

La réforme met surtout en lumière le difficile équilibre à maintenir entre deux objectifs qui s'entrechoquent constamment, soit la nécessité d'assurer une plus grande productivité versus l'impératif d'assurer et d'accroître constamment la qualité. Cet équilibre est très délicat et susceptible de basculer à tout moment. Généralement, dans notre compréhension commune des choses, le premier principe fait craindre un travail à la chaîne potentiellement déshumanisant et difficilement compatible avec l'atteinte du second principe. Si nos appréhensions sont erronées, prière de nous en aviser et il nous fera un grand plaisir de les rectifier.

Entendre tout ce beau monde, d'un côté comme de l'autre, commencer à évoquer les menaces est loin de susciter l'enthousiasme et génère surtout des inquiétudes. Il serait dommage que cette réforme instrumentalise et transforme les Québécois en monnaie d'échange, voire en otage. Encore une fois, tout serait à recommencer à zéro.

Donald Tremblay

Président de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP)

10 décembre 2014